

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 62 (1982)
Heft: 2

Rubrik: Le droit et vos affaires

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE DROIT ET VOS AFFAIRES

FISCALITÉ DES ENTREPRISES : IMPORTANTE JURISPRUDENCE FRANÇAISE EN MATIÈRE D'ABANDON DE CRÉANCES CONSENTE À UNE FILIALE

L'abandon de créances consenti en faveur d'une filiale est déductible des bénéfices de la société-mère lorsqu'il est accordé à des fins essentiellement commerciales.

Par un arrêt du 30 avril 1980, le Conseil d'État français, tout en reconnaissant qu'une société-mère agit dans le cadre d'une gestion commerciale normale en octroyant une aide financière à sa filiale en difficulté, a cependant jugé que, lorsque cette aide consistait en un abandon de créances, ce dernier n'était déductible des bénéfices de la société-mère que si, dans le même temps, l'actif net de la filiale présentait un solde négatif.

Par une nouvelle décision de principe du 27 novembre 1981, la Haute-Assemblée, sans remettre en cause sa jurisprudence antérieure, en a toutefois sensiblement atténué la rigueur.

En effet, le Conseil d'État a jugé qu'une société française qui, un an après avoir acquis la quasi-totalité d'une société allemande ainsi que deux créances détenues sur cette société par ses actionnaires allemands, avait fait abandon à cette filiale de ces créances, devait être regardée comme ayant, à cette occasion, agi dans le cadre d'une gestion normale. En effet, lors de cet abandon de créances, la filiale se trouvait dans une situation financière difficile, ce qui a conduit la société française requérante à chercher à éviter le dépôt de bilan de sa filiale «afin de ne pas voir porter atteinte à son crédit et ni de voir ses activités commerciales en Allemagne entravées».

La société-mère était donc en droit de déduire de ses bénéfices l'abandon de créances consenti et sans qu'il y ait lieu de rechercher les effets de celui-ci sur l'actif net de la filiale dès lors que cette aide a été consentie par la requérante, non dans le cadre de la gestion de ses participations financières mais à des fins essentiellement commerciales. La durée du délai séparant l'acquisition des titres de la filiale de l'abandon de créances (environ un an) a conduit le Conseil d'État à juger également que

cet abandon ne pouvait, comme le soutenait l'Administration, être regardé comme un complément du prix d'acquisition des titres de la filiale alors surtout que, durant ce délai, cette dernière a continué à subir des pertes d'exploitation.

Il résulte donc de cette nouvelle jurisprudence que le Conseil d'État pourra, au vu de l'ensemble des circonstances de l'affaire :

- soit considérer que la société-mère a entendu essentiellement préserver ses intérêts financiers ou la valeur de l'élément actif que constituent pour elle les titres de la filiale détenus en portefeuille.

Dans ce cas, la Haute-Assemblée fera application de sa jurisprudence du 30 avril 1980 en appréciant également la situation de l'actif de la filiale ;

- soit considérer que la société-mère a essentiellement entendu préserver ses intérêts commerciaux, sous son renom, ses possibilités ultérieures de développement dans le pays où se trouve la filiale.

Dans ce cas, la Haute-Assemblée fera application de sa jurisprudence du 27 novembre 1981 et admettra dans tous les cas la déductibilité de l'abandon de créances consenti. En contrepartie et conformément à la jurisprudence résultant des arrêts du 7 mai 1980 et du 25 juillet 1980, cet abandon de créances de caractère commercial doit être assujetti à la TVA puisqu'il s'analysera comme une subvention d'équilibre et donc comme une recette accessoire pour l'entreprise bénéficiaire de cet abandon.

DOUANE : RÉGIME DES ÉCHANGES-STANDARDS DE MARCHANDISES EXPORTÉES POUR RÉPARATION

Le régime des échanges-standards permet sous certaines conditions d'exporter définitivement des marchandises destinées à être réparées et d'importer des marchandises de remplacement suivant les modalités du perfectionnement passif. Les conditions d'octroi en France et, les autres particularités

de fonctionnement du régime sont exposées dans un texte de la douane française, paru au BOD du 11 janvier 1982 (p. 1 à 10).

COLIS POSTAUX : RELÈVEMENT DU MONTANT MAXIMUM DES ENVOIS DE FRANCE VERS LES PAYS DE L'AEL

Le montant maximum des envois par colis postaux de France vers l'un des pays de l'AEL (Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Portugal, Suède et Suisse) a été porté de 13 500 francs français à 16 000 francs français par expédition. Rappelons que ces marchandises doivent être accompagnées d'un document EUR 2 pour bénéficier du régime tarifaire préférentiel.

VÉHICULES ÉTRANGERS EN SUISSE : MODIFICATION DE LA RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE

Depuis le 1^{er} juin 1982, les conducteurs de véhicules à moteur étrangers qui entrent en Suisse doivent soit produire une carte d'assurance internationale valable, soit conclure une assurance-frontière, pour autant qu'ils ne soient pas exemptés du contrôle de l'assurance.

Jusqu'à maintenant, un véhicule à moteur étranger, pour lequel on ne présentait aucune carte d'assurance internationale valable ni ne concluait une assurance-frontière, pouvait entrer en Suisse après avoir payé un émolumen de 3 francs suisses.

Les textes ci-dessus ont été publiés dès leur parution ou commentés dans le Bulletin Hebdomadaire d'Information de la Chambre de Commerce Suisse en France. Les abonnés à la Revue qui ne reçoivent pas encore ce bulletin peuvent l'obtenir gracieusement, à titre d'essai, pendant un mois, en transmettant leur demande au Service des Publications de la Chambre de Commerce Suisse en France (16, avenue de l'Opéra, 75001 Paris).